

Déclaration de la Campagne mondiale pour l'éducation à propos de la crise des Rohingyas

La Campagne mondiale pour l'éducation est horrifiée par les actes monstrueux de violence inhumaine commis envers la communauté rohingya au Myanmar. Ces atrocités ont poussé plus de six cent mille personnes¹ – dont 58 % d'enfants et 60 % de femmes parmi les adultes – à fuir leurs maisons pour se réfugier au Bangladesh voisin.

Toute forme de violence et de violation des droits humains est inacceptable, et nous dénonçons avec vigueur le déni de responsabilité de la part des militaires birmans et de la NLD, le parti au pouvoir dirigé par Aung San Suu Kyi, envers cette opération de nettoyage ethnique.

Nous saluons le soutien et l'humanité dont le Bangladesh a fait preuve en ouvrant sa frontière et en accueillant les réfugiés rohingyas qui arrivent traumatisés après avoir perdu leurs moyens de subsistance, leur maison et parfois, des membres de leur famille.

La Campagne mondiale pour l'éducation exige un accès humanitaire illimité à toutes les communautés dans le besoin, et demande la sécurité, la protection et la coexistence pacifique de toutes les communautés dans l'État de Rakhine. Nous demandons en outre pour les membres de la communauté rohingya qui ont fui le Myanmar le droit au retour ; un retour volontaire et durable, en sécurité.

En particulier, la CME souhaite que l'éducation soit un élément fondamental de la réponse humanitaire à la crise. La majorité des réfugiés qui se sont enfuis au Bangladesh sont des enfants, dont la résilience face à un traumatisme inimaginable peut être renforcée si on leur offre la sécurité, la stabilité et – facteur essentiel – un environnement favorable à l'apprentissage. Pourtant, l'éducation figure parmi les secteurs les moins bien financés dans la réponse à la crise des Rohingyas, et la communauté internationale doit redoubler d'efforts afin de consacrer des fonds à la réalisation du droit des enfants à l'éducation, en dépit des difficultés.

Il est inacceptable que nos dirigeants ferment les yeux sur la crise des réfugiés qui s'amplifie à un rythme inégalé dans le monde. À ce titre, nous exhortons la communauté internationale à faire entendre sa voix pour résoudre cette crise en pressant le gouvernement du Myanmar à mettre un terme aux crimes contre la communauté rohingya. Le Myanmar doit prendre des mesures contre les auteurs de ces atrocités et créer des conditions permettant à tous les réfugiés rohingyas de

retourner volontairement chez eux, en toute sécurité et sans craindre d'autres persécutions.